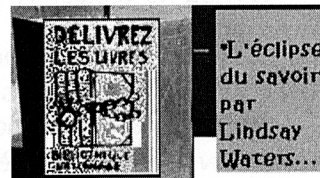


Lire : L. Waters, "L'éclipse du savoir"

éd. ALLIA, 2008

mercredi 28 mai 2008, par [Geneviève Koubi](#)



Une phrase tirée de ce petit ouvrage, avertissement ou pamphlet, dont la lecture est salutaire, malgré toutes les réserves qui pourraient être développées, sonne comme un nouveau slogan : « La vie universitaire est une vocation, ce n'est pas un boulot comme un autre » [1].

...

Il est impossible de gérer les universités comme des entreprises sans porter atteinte à la fonction de la recherche, au développement de la pensée, à l'expression des idées, à la force de l'interrogation... Telle est la clef principale à retenir de ce livre de Lindsay Waters, *L'éclipse du savoir*, qui, paru aux éditions Allia, 2008 (137 p.) et traduit par Jean-Jacques Courtine, se lit d'une traite. Lindsay Waters est un des hauts responsables des Presses universitaires de Harvard (Etats-Unis). Son discours, autant appel que sermon, aussi rapide est-il, devrait être entendu. Selon la présentation donnée par l'éditeur, ce livre est un cri d'alarme... [<http://www.alliaeditions.com/Catalogueview.asp?ID=415>], mais sans doute, est-ce sa fonction que l'auteur défend en premier lieu en fustigeant la *pléthore de livres que personne ne lit...*

Cet ouvrage devrait être compris comme un appel à la résistance à l'ère du marché dans le domaine de l'enseignement supérieur : « *Le soi-disant "marché libre" – qui est tout ce qu'on veut sauf libre – n'est en rien une notion susceptible de fournir un modèle de la libre circulation des idées* » [2]. Il oblige ainsi tous les universitaires, les enseignants-chercheurs en sciences humaines – et en sciences sociales – qui font de la réflexion et de la recherche la base et l'assise de leur enseignement [3] à reconsidérer les conséquences des transformations profondes du système universitaire. Il les exhorte surtout à réagir avant qu'il ne soit trop tard : « *Je tente dans cet essai de pousser les universitaires à prendre les mesures nécessaires afin de défendre et protéger l'indépendance de leurs activités, l'écriture des livres et des articles, de la façon dont ils les considéraient jadis, avant que le marché ne devienne notre prison, et que la valeur des livres ne soit dépréciée* » [4].

C'est un ouvrage « à lire » même si des critiques [<http://www.t-pas-net.com/libr-critique/?p=1060>] pourraient être exprimées notamment quant à la tonalité générale, à l'absence de rigueur scientifique et à une certaine adhésion au système universitaire américain dont les dérives relevées concernent en premier lieu les « publications » universitaires [5]. La question qui devrait être soulevée dans le champ des sciences sociales, politiques et juridiques, est constituée par les remarques relatives à la qualité des publications et aux critères de recrutement des professeurs dans les universités. Les comparaisons iconoclastes entre les modes d'appréhension des humanités dans les différents systèmes universitaires brouilleraient le message. Ce ne sont ni la fonction de l'auteur, ni les lieux, ni même la discipline, la littérature [6], qui forment la substance des quelques observations qui pourraient en être tirées.

La commercialisation du savoir, l'instrumentalisation managériale des études, la marchandisation de l'enseignement supérieur ont profondément modifié le rapport à la connaissance, à la théorie, à la recherche ; elles l'ont appauvri en enrichissant les chantages de la vulgarisation : « *en laissant les marchands prendre le contrôle du temple, nous avons permis à ceux qui veulent vider de leur sens et par là même profaner ce qu'il y a de bon dans nos livres et dans nos publications, d'occuper des positions de force dans un certain nombre de domaines...* » [7]. L'arrêt de l'innovation dans la recherche, l'adhésion au conformisme ambiant, le clientélisme de la diffusion des connaissances et la course au profit (ou au 'poste') par la vertu de la quantité de productions, c'est-à-dire du nombre de publications présentées, ont cassé une dynamique qui faisait la force de l'université : l'intelligence. La notion même de « publiant » qui prétend remplacer celle de « chercheur » dans les

évaluations scientifiques des équipes de recherche au sein des universités françaises en dérive.

L'approfondissement de la réflexion et l'exposition d'idées nouvelles et innovantes sont devenus des incongruités tant "l'accent est mis sur la production sans aucun souci de la réception" [8]. Or, « *quand les livres cessent d'être des médias complexes pour devenir des objets à quantifier, la conséquence est alors que tous les autres objets qu'étudient les humanités perdent leur valeur. Et si les universitaires qui travaillent dans ce champ ne gardent pas fermement à l'esprit ce qu'ils sont, personne d'autre ne le fera à leur place* » [9]. Pour un enseignant-chercheur, lire les ouvrages de ses collègues devient de plus en plus rare alors que les échanges qui en ressortaient, revitalisaient les recherches, invitaient d'autres universitaires à se pencher sur les problèmes soulevés, incitaient de jeunes chercheurs à s'emparer de la question pour contribuer à la discussion. La « controverse » est aujourd'hui singulièrement dévalorisée alors qu'elle était au centre même du métier d'universitaire. Evaluer les travaux d'un candidat et apprécier une contribution à un débat deviendraient inutiles tant la considération de ces recherches appartiendrait désormais aux experts que sont les lecteurs des maisons d'édition et des comités de rédaction des revues, mais qui, obnubilés par le désir de "vendre", n'ont pas en vue la qualité de la recherche, ni l'originalité de la pensée... Et s'annonce l'ère de la « médiocrité ».

De fait, "l'exigence de productivité conduit à présent à la publication de plus en plus de non-sens" [10]. Comment alors passer sous silence *l'affaire Sokal* ? Relire l'ouvrage qu'Alan Sokal et Jean Bricmont écrivent : *Impostures intellectuelles* [11], remettrait au cœur du propos les errements du jugement des 'experts', lesquels se dispensent trop souvent d'évaluer sérieusement les articles qu'ils reçoivent et les proposent trop rapidement à publication : "l'arnaque de Sokal n'a-t-elle pas ... mis à nu les faiblesses du système ?" [12]. A la « crise du jugement » [13] – qui, faisant en sorte que "penser par soi-même" ne serait plus dans l'air des temps, infantilise à outrance les enseignants dont les carrières universitaires se mesurent à leurs productions et à leur soumission au système mercantiliste –, s'ajoutent la crise de la responsabilité universitaire [14] et la crise du livre 'imprimé' [15]. Le livre dont la valeur scientifique pourrait et devrait être attestée autrement que par les experts éditoriaux, disparaîtrait des rayons des bibliothèques, ces dernières s'engageant frénétiquement dans des abonnements débridés aux revues électroniques qui prolifèrent sur la toile. Faudrait-il de plus admettre qu'« *il nous faut des livres avec moins d'idées, de façon à ne pas inquiéter ceux à qui ils sont destinés en ne sollicitant pas trop leur matière grise, si jamais il leur arrivait de les lire* » [16] ? En tous pays et en toutes matières, prétendant offrir un savoir à bas prix, le foisonnement d'ouvrages de teneur descriptive, la multiplication des reproductions des cours enseignés dépourvus de toutes références, la prolifération de collections composées de livres au format réduit et au contenu limité à une centaine de pages, sans appareillage de notes de fin ou de bas de page, en forment des illustrations patentes.

Quelques éditeurs demeureraient cependant vigilants en ne publiant ni manuels, ni anthologies : « *leur parti pris est de favoriser l'invention et la recherche érudites, le libre jeu de l'intelligence, en d'autres termes des articles et des livres qui semblent réaliser une expérimentation singulière* » [17]. Les universitaires en tiennent-ils compte ? Il leur faudrait pourtant participer à ce mouvement pour rendre à l'université ses qualités premières dont le pivot est « la liberté de la pensée », cette formule approchant celle « d'esprit critique »...

Mais, pour cela, doit être comblé sans aucune hésitation le « fossé entre les générations » [18]. Cette question est cruciale pour l'avenir de la recherche tant la censure insidieuse des 'anciens' sur les 'nouveaux' peut conduire à la faillite de l'université [19]... Il reviendrait alors aux 'arrivants', aux jeunes chercheurs, de bousculer la routine du système pour construire un autre monde de la pensée... La lecture de ce petit ouvrage inciterait-elle les enseignants-chercheurs, les 'anciens' et les 'nouveaux' réunis, à repenser leur place dans les institutions, à explorer les voies de la recherche sans avoir à craindre des critiques balisées par l'immobilisme conformiste tant les échanges et discussions renouvellent la connaissance, et, de ce fait, à revisiter leur rapport à la recherche, l'enseignement ne se concevant pas sans elle...

Notes

[1] *L'éclipse du savoir*, éd. Allia, 2008, 1ère Partie. « Les barbares sont à nos portes », p. 22.

[2] 1ère Partie. « Les barbares sont à nos portes », p. 19.

[3] V. E. Aeschmann, « Haine de la théorie », *Libération*
[<http://www.liberation.fr/culture/livre/322857.FR.php?rss=true&xlor=RSS-461>].

[4] 1ère Partie, p. 10.

[5] qui se déprécient de plus en plus et de plus en plus vite...

[6] V. A. Beuve-Méry, « L'adieu aux humanités », *Le Monde des livres*
[http://www.lemonde.fr/livres/article/2008/04/29/l-adieu-aux-humanites_1039710_3260.html].

[7] 1ère Partie, p. 14.

[8] 1ère Partie, p. 34.

[9] 1ère Partie, p. 14.

[10] 1ère Partie, p. 40.

[11] éd. Odile Jacob, 1997

[12] 1ère Partie, p. 41.

[13] V. 1ère Partie, « La question centrale du jugement », p. 55 et suiv.

[14] V. 1ère Partie, p. 63 et suiv.

[15] 2ème Partie : « Du cynisme à l'icôneclasse : la promotion du statu quo », p. 79.

[16] 1ère Partie, p. 62.

[17] 1ère Partie, p. 66.

[18] V. 2ème Partie : « Du cynisme à l'icôneclasse : la promotion du statu quo », p. 78 et suiv.

[19] ce, d'autant plus que, outre la précarisation croissante de la situation des jeunes chercheurs et l'arrêt annoncé des recrutements, les réformes successives de la recherche publique et des universités en France n'instituent pas de contre-poids suffisants au pouvoir des institutions ... et des 'anciens'.